

MALI

Al-Qaïda tue un otage anglais

Al-Qaïda au Maghreb a annoncé, dans un communiqué daté de ce mardi, avoir exécuté le ressortissant britannique, Edwen Dyer, dont elle avait revendiqué précédemment l'enlèvement parmi quatre touristes à la frontière entre le Mali et le Niger en janvier dernier.

A l'issue du bras de fer qu'elle a engagé avec l'Angleterre autour de cet enlèvement et dont l'enjeu était la libération d'un des pires idéologues du terrorisme, le Palestino-Jordanien Abou Qatada, en détention dans ce pays, elle s'est montrée sous le visage qui est le sien et qu'elle ne cherche pas à cacher : une organisation qui ne recule devant aucun crime. Assassiner en toute froideur un simple touriste dont un de ses groupes a croisé le chemin en plein désert est tout simplement un acte que ne lui envierait pas l'animal le plus sauvage.

La probabilité de l'assassinat d'Edwen Dyer était restée incertaine, même si l'Angleterre n'accéderait pas à la volonté des ravisseurs de son ressortissant. Tout le monde pensait que sa libération pourrait être conditionnée par le paiement d'une rançon, comme ce fut le cas pour les enlèvements de l'année

dernière, d'un couple en Tunisie ou celui de décembre dernier, au Niger, d'un diplomate canadien et son assistant où ils

étaient en mission pour l'ONU. Il se trouve que pour le Britannique, Al-Qaïda au Maghreb a exécuté sa menace.

Par cet acte, relevant de la pure barbarie, accueilli dans tous les forums islamistes sur Internet proches d'Al-Qaïda et non seulement de l'ex-GSPC, par des cris d'«Allah akbar», Yahia Abou Ammar et Abdelhamid Abou Zeyd pour la région saharienne et leur chef suprême, Abou Mos'ab Abdewadoud, ont montré que plus personne n'a rien à attendre d'eux. Ils ont ouvert ainsi une nouvelle page de l'évolution de leur organisation criminelle dans la région où ils ont décidé en toute connaissance de se mettre en contradiction avec leurs propres références idéologiques censées leur interdire tout acte d'adversité contre un «étranger qui ne porte pas des intentions de nuire à l'Islam et aux musulmans». Ils ont tué un innocent, juste pour grandir aux yeux d'Al-Qaïda-mère et pour se montrer comme de vrais sanguinaires dont les menaces sont toujours à prendre avec le plus



Edwen Dyer.

grand sérieux. Jusque-là, toutes les organisations appartenant à Al-Qaïda qui ont enlevé des otages et qui ont fini par les exécuter,

elles l'ont fait dans des pays où les gouvernements sont en état de faiblesse et où les Etats se distinguent par leur absence comme

en Afghanistan ou en Irak. Al-Qaïda au Maghreb a commis son horrible crime au Sahel dans une région qui échappe quasiment au

pouvoir politique en place. Mais il reste qu'elle est d'abord algérienne, et encore, surtout algérienne même si elle se donne des prétentions régionales. Plus qu'un défi lancé à l'Angleterre, l'assassinat d'Edwen Dyer est une façon de

narguer l'Algérie où certains caressent encore l'espoir de la voir revenir à la raison.

Théoriquement, il reste encore entre ses mains, un autre otage d'origine helvétique dont elle va sûrement négocier la vie contre une forte rançon. Pour continuer à se renflouer financièrement et se renforcer contre l'Algérie. Et apparemment, il n'y a vraiment aucun moyen de lui couper les ailes à moins de la regarder enfin droit dans les yeux pour connaître qui elle est vraiment et ce qu'elle veut.

Mohamed Issami

PROCÈS D'EL-PARA ET DE HATTAB

La justice s'englue dans l'absurde

Forts des statuts spéciaux que le pouvoir politique leur a taillés, les chefs terroristes Abderrazak El-Para et Hassan Hattab restent insaisissables par la justice. Mardi encore, le tribunal criminel de Batna a dû se résigner à juger et condamner par contumace à la peine capitale Abderrazak El-Para. C'est, le moins qu'on puisse dire, absurde.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - A lire les comptes rendus de presse inhérents aux procès des chefs terroristes El-Para et Hattab qui se sont tenus dans différents tribunaux, on croirait les deux «émirs» encore au maquis ou en fuite et réfugiés dans quelque contrée étrangère tant ces procès se sont déroulés sans leur présence à la barre et les jugements rendus l'ont été par contumace.

Or tout le monde sait que aussi bien Hattab que El-Para sont aux mains des autorités algériennes, le premier s'étant repenti et rendu et l'autre capturé par les rebelles tchadiens et remis à la Libye qui, à son tour, l'a livré à l'Algérie. Ce n'est un secret pour personne. Les deux chefs terroristes sont quelque part,



Abderrazak El-Para et Hassan Hattab.

chez eux ou chez les autorités, hors de portée de la justice qui, à l'évidence, n'insiste pas trop sur leur présentation à la barre.

Cela on le sait depuis que le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureredine Yazid Zerhouni, a affirmé que «Hassan Hattab bénéficie d'un statut spécial» et que «son dossier est géré en coordination avec la justice.» C'était l'hiver dernier, à Blida, en marge de la visite présidentielle dans cette ville.

D'aucuns auront compris, dès lors, que la justice

était impliquée dans la gestion des dossiers de ces chefs terroristes aux statuts spéciaux. Une implication qui se traduit, on vient de le vérifier encore avec le procès d'El-Para à Batna, par la poursuite de l'organisation de leurs procès sans leur présence à la barre.

Des procès au cours desquels, souvent, des acolytes de rang inférieur dans la hiérarchie de l'émirat terroriste et des soutiens logistiques sont présentés à la barre, jugés et condamnés.

C'est ainsi qu'on a eu des procès de Hattab sans Hattab et des procès d'El-Para sans El Para. Il aurait

peut-être mieux valu à la justice d'ajourner ces procès en attendant que s'éclaircisse la situation de ces deux «émirs» terroristes.

La justice, ce cas faisant, ne ferait pas, au moins, dans l'absurde.

Car même si El Para et Hattab bénéficient d'un traitement spécifique, comme l'a affirmé Zerhouni, nul ne saurait dire s'il adviendra qu'ils soient un jour remis à la justice ou s'ils viendront prolonger la longue liste des terroristes blanchis de leurs abominables crimes dans le cadre de la réconciliation nationale.

S. A. I.

IL CEUVRAIT DANS L'ENRÔLEMENT DES JEUNES

Un dangereux réseau terroriste démantelé à Blida

La Brigade mobile de la police judiciaire de Blida vient de démanteler un dangereux réseau terroriste écumant la ville de Blida et ses environs, et ce en arrêtant les neuf personnes qui le composent, dont deux femmes. Ce groupe terroriste, qui active sous la bannière de l'ex-GSPC, faisait dans l'enrôlement des jeunes. Lors de leur arrestation, il a été retrouvé chez eux des armes automatiques, des munitions ainsi que des documents d'identité falsifiés. Selon leurs aveux, ce groupe a été créé en prison lors de l'incarcération des mis en cause pendant la période allant de 1993 à 1998.

En 2002, cette association de malfaiteurs activait au niveau des montagnes de Bouira, Boumerdès et Tizi-Ouzou. Mais en raison de la diminution des effectifs des terroristes dans les maquis, le chef de ce groupe terroriste, originaire de Blida, a été chargé de recruter de nouveaux éléments. Et c'est avec sa femme, veuve d'un terroriste abattu, et une de ses sœurs, qu'il exécutait sa sinistre mission.

Très présentable, il ne pouvait être soupçonné d'activité terroriste. C'est suite à ses communications téléphoniques avec les «émirs» de l'ex-GSPC qu'il a été repéré puis arrêté dans un bus avec sa femme.

Présenté avec ses acolytes, ce chef terroriste a été écroué avec quatre autres éléments alors que les deux femmes ont été placées sous contrôle judiciaire. A noter que deux éléments du groupe ont bénéficié de la libération provisoire.

H. M.